

Communiqué



L'Administratrice du PNUD Helen Clark assistera à la réunion mondiale des mines antipersonnel

Genève, le 18 novembre 2011 - Helen Clark, Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Présidente du Groupe des Nations Unies pour le développement (UNDG) a annoncé qu'elle participera à la Onzième Assemblée des Etats Parties à la Convention sur l'interdiction de mines antipersonnel (11AEP), ou *Convention d'Ottawa*.

« La participation d'Helen CLARK est une réaffirmation vigoureuse de l'engagement de l'ONU pour mettre fin aux souffrances causées par les mines antipersonnel, sa participation est aussi un rappel du rôle important que joue le déminage dans le développement social et économique des communautés et des nations», a déclaré SE Prak Sokhonn, qui présidera l'Assemblée qui se déroulera du 27 novembre au 2 décembre 2011 dans la capitale cambodgienne.

« Pendant les 20 dernières années, le PNUD a été un partenaire du gouvernement du Cambodge dans la lutte contre les souffrances causées par les mines antipersonnel et en réalisant les progrès des objectifs fixés par la Convention », a déclaré son Excellence.

« Grâce à sa volonté politique et à sa détermination, le Cambodge a réussi à enlever des milliers de mines antipersonnel et a aidé à ses citoyens à vivre des vies plus sécurisées », a déclaré Helen CLARK, qui sera une des oratrices principales lors de la cérémonie d'ouverture du 27 novembre. « Cette réunion est une occasion pour les autres États touchés par les mines d'apprendre des expériences du Cambodge ».

Douglas BRODERICK, le Coordinateur résident des Nations Unies au Cambodge a aussi mis en évidence le travail effectué par le PNUD dans le pays. « Des milliers de mines ont été détruites et des millions de mètres carrés de terres ont été enlevés, en partie, grâce aux efforts du PNUD. Cela a sauvé des vies et des membres, a également apporté son soutien dans les efforts en matière de réinstallation des réfugiés et a aidé au développement des communautés dans les provinces les plus touchées ».

Il est prévu que l'annonce d'Helen CLARK soit la première des diverses en annoncent la participation des délégués de haut niveau lors de la plus grande rencontre annuelle des diplomates et des experts des mines du monde, avec plus de 1 000 participants attendus. La 11AEP a lieu dans ce qui reste l'un des pays les plus touchés par les mines dans le monde, elle est particulièrement significative car le mouvement est de retour à l'endroit où tout a commencé il y a deux décennies.

La Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel

La Convention a été adoptée à Oslo en 1997 et signée la même année à Ottawa. Elle est entrée en vigueur en 1999.

Unité d'appui à l'implémentation de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel

GICHD | 7bis, avenue de la Paix | P.O. Box 1300 | 1211 Genève 1 | Suisse | t. + 41 (0)22 906 16 56
f. + 41 (0)22 906 16 90 | isu@apminebanconvention.org | www.apminebanconvention.org

À ce jour, 158 États sont parties à la Convention et 153 d'entre eux ne possèdent plus de stocks de mines. Plus de 44.5 millions de mines ont été détruites par les États parties.

En outre, 34 sur 50 États qui ont fabriqué des mines antipersonnel sont désormais soumis à l'interdiction de production imposée par la Convention. Les États restants ont placé un moratoire sur la production et / ou le transfert des mines.

Le déminage a permis que des millions de mètres carrés de terres qui étaient autrefois considérés comme dangereux, soient à nouveau utiles pour des activités normales.

###

Pour plus d'informations ou entrevues sur tout aspect de la Convention ou sur les réunions, veuillez écrire à : ISU@APMineBanConvention.org, ou appeler Laila Rodriguez au +41 (0) 22 906 1656. Suivez la Convention sur notre [site d'Internet](#), [Facebook](#), [Flickr](#) ou [Twitter](#).